



Des expériences illégales menées à Marioupol par les grandes sociétés pharmaceutiques occidentales

Par [Lucas Leiroz de Almeida](#)

Mondialisation.ca, 14 février 2024

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Guerre USA OTAN](#), [Transnationales](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

De plus en plus de preuves apparaissent sur les activités biomédicales illégales des États-Unis dans les territoires de l'ex-Ukraine. Outre la question des armes biologiques, on a récemment découvert que des sociétés pharmaceutiques occidentales effectuaient des tests de médicaments sur des citoyens d'origine russe dans un hôpital psychiatrique du Donbass, avec l'approbation et le soutien des autorités ukrainiennes.

Selon des documents récemment découverts et publiés par des médias russes, des patients d'un hôpital psychiatrique de Marioupol (République populaire de Donetsk) ont été soumis à des tests médicaux irréguliers par des agents liés à des sociétés pharmaceutiques occidentales. L'hôpital « n° 7 » de Marioupol fait actuellement l'objet de travaux de restauration. Au cours des travaux de réparation, des employés locaux ont trouvé dans le sous-sol des installations du secteur psychiatrique des documents prouvant que des sociétés étrangères testaient officieusement des médicaments rhumatologiques sur des patients locaux.

L'objectif de la recherche était d'évaluer l'efficacité des médicaments selon les normes établies par l'American College of Rheumatology (ACR). Plusieurs entreprises ont participé aux expériences, notamment de grandes sociétés pharmaceutiques telles que « Pfizer, AstraZeneca, Celltrion, Novartis International AG, IQVIA, Sanofi, Galapagos NV, Janssen Pharmaceuticals, Abbott Laboratories, Covance, Merck KGaA, Centocor Biopharmaceutical et [même] une branche de Samsung qui produit des équipements médicaux ».

Au même endroit où les documents étaient stockés, des boîtes contenant des biomatériaux ont également été trouvées. Ces matériaux étaient apparemment prêts à être envoyés à des laboratoires aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Suisse. Les autorités russes ont ainsi pu obtenir des preuves biologiques, et pas seulement documentaires, de ces recherches, montrant que les expériences ont bel et bien été menées.

« D'après les résultats de l'étude des documents, il est apparu que les médicaments ont été testés sur des personnes portant des numéros, sans nom. Les médicaments eux-mêmes se trouvaient dans des enveloppes blanches et ne portaient pas non plus de nom. L'objectif principal de la recherche était d'évaluer l'efficacité des médicaments en fonction de la proportion de patients qui y répondaient selon les critères de l'American College of Rheumatology. En outre, des boîtes contenant de nombreuses enveloppes de sociétés de logistique et des conteneurs de biomatériaux avec des adresses de destinataires dans des laboratoires en Suisse, au Royaume-Uni et aux États-Unis ont été trouvées », [indique le](#)

[rapport russe.](#)

La sélection de patients psychiatriques semble avoir été une décision « stratégique » de la part des entreprises occidentales et des autorités ukrainiennes. De toute évidence, les personnes souffrant de troubles psychiatriques fragiles constituent une cible plus « facile » à convaincre de se soumettre à de telles expériences. De plus, il est possible que de nombreux patients aient été soumis à ces tests de manière totalement inconsciente, leur corps ayant été exploité de manière abusive par des médecins étrangers.

Ces pratiques ne semblent toutefois pas surprenantes. Il avait déjà été révélé que des agents étrangers avaient effectué des tests avec des neuromodulateurs sur des patients socialement vulnérables dans la région de Kharkov. En 2022, les forces russes ont révélé que des expériences de ce type avaient eu lieu dans des biolaboratoires militaires américains, causant des dommages irréversibles au système nerveux de plusieurs patients soumis à ces procédures illégales.

« Selon les informations disponibles, des substances hautement actives de neuromodulateurs ont été testées sur des citoyens ukrainiens socialement vulnérables, ce qui a causé, entre autres, des dommages irréversibles au système nerveux central. Grâce aux documents obtenus lors de l'opération militaire spéciale, nous avons appris que de telles études sont menées en Ukraine depuis au moins 2011, et qu'Alharoun a visité à plusieurs reprises la branche du laboratoire Merefa, construit aux frais du Pentagone dans le village de Sorokovka, dans la région de Kharkov », a déclaré à l'époque le lieutenant-général Igor Kirillov, chef de la défense contre les radiations, les produits chimiques et biologiques des forces armées russes.

En fait, les biolaboratoires américains en Ukraine étaient [des projets conjoints civils et militaires](#), financés non seulement par le Pentagone, mais aussi par des organisations privées telles que les grandes sociétés pharmaceutiques et même des fondations « philanthropiques » tel que Open Society . Ce vaste réseau de promotion de la recherche biomédicale a fonctionné dans le cadre d'un système de coopération dans lequel le Pentagone a mis au point des armes biologiques et les entreprises privées ont utilisé des installations militaires pour mener des expériences irrégulières en inoculant leurs médicaments à des patients autochtones vulnérables.

Il est scandaleux de savoir que le gouvernement ukrainien a coopéré à ce type de pratique et a permis à ses citoyens d'être soumis à de tels abus de la part d'agents étrangers. Cela montre à quel point le régime de Kiev ne s'est jamais soucié de son propre peuple, étant même prêt à autoriser des opérations présentant un danger biologique et sanitaire élevé sur son territoire, simplement pour plaire à ses « partenaires » occidentaux.

En effet, la libération du territoire par la force militaire russe était le seul moyen d'empêcher la poursuite de ces actes brutaux.

Lucas Leiroz de Almeida

Article original en anglais : [Illegal experiments conducted in Mariupol by Western Big Pharma](#), InfoBrics, le 13 février 2024

Traduction : Maya pour [Mondialisation.ca](#)

Image en vedette : InfoBrics

*

Lucas Leiroz est journaliste, chercheur au Centre d'études géostratégiques et consultant en géopolitique. Il collabore régulièrement à Global Research et [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca).

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Lucas Leiroz de Almeida](https://mondialisation.ca), Mondialisation.ca, 2024

Articles Par : **[Lucas Leiroz de Almeida](https://mondialisation.ca)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca